

Premières rencontres ce week-end à Rennes

Un collectif de gauche pour l'Europe

Sauvons l'Europe. Ce nom, qui sonne comme un coup de tocsin, est celui d'un nouveau mouvement, qui tiendra ses premières rencontres à Rennes (1), samedi et dimanche. Il réunit à peu près toutes les composantes du «oui» de gauche.

Au départ, ils sont deux : l'avocat Jean-Pierre Mignard, président du Club Témoins, fondé par Jacques Delors, et Joël Roman, éditeur de la revue *Esprit*. Ébranlés par le choc du «non» français au projet de Constitution européenne, ils ont décidé, ensemble, de réagir. Leur appel, «Sauvons l'Europe», acte de naissance du mouvement, a déjà réuni plus de mille signatures, dont celle de la CFTD au niveau confédéral.

«Notre crainte, explique Jean-Pierre Mignard, est de voir l'Europe se défaire.» Cette panne, estime-t-il, vient de ce que l'Union s'est faite «sans soutien dans les sociétés civiles». C'est ce vide que le mouvement vise à combler. «Nous sommes au stade de l'équilibre à trouver entre les intérêts du marché et l'intérêt général. L'Europe est à la fois un outil pour organiser la mondialisation dans un sens plus humain, social, écologique, et le moyen d'harmoniser les sociétés européennes, ce qui ne veut pas dire les uniformiser.»

Pourquoi un mouvement marqué à gauche ? «Nous devons tous travailler à la construction européenne, mais les lignes partisans ne sont pas abolies pour autant. Chaque famille politique étant divisée, le travail d'explication et de débat doit se faire

d'abord en son sein.» À gauche, l'échange sera «difficile, voire impossible» avec ceux pour qui l'Europe est «le cheval de Troie de la mondialisation libérale». Mais la discussion peut être féconde avec ceux qui reportent sur l'Europe leurs frustrations françaises ou leurs inquiétudes sociales. Il faut donc en parler avec les tenants du «non» de gauche, «en veillant à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain».

«Des aiguillons militants»

«Nous sommes partis pour durer, assure Jean-Pierre Mignard. Notre objectif, c'est que les gens, appartenant à des organismes, des clubs, des partis différents se fédèrent dans chaque localité pour être des aiguillons militants

de la construction européenne, qu'ils interpellent les élus, les acteurs économiques au moment où les directives européennes s'élaborent. Nous voulons politiser la construction européenne pour la rendre intelligible.»

Pourquoi avoir choisi Rennes ? Parce qu'il n'y a pas de raison de lancer de Paris une initiative nationale. Et parce que «la Bretagne – à l'instar des Pays de la Loire et de l'Île de France, est une région fortement européenne. C'est une manière de lui manifester notre reconnaissance.»

Recueilli par
Joseph LIMAGNE.

(1) Lieu : Institut Saint-Vincent, 57, rue de Paris. Contact : www.sauvonsleurope.org



Jean-Pierre Mignard : «Notre crainte est de voir l'Europe se défaire.»

Ouest-France
29/09/05 *

Europe

►Attac fait des envieux

Carl Meeus

Les associations pro-européennes ont été traumatisées par le rejet du traité constitutionnel européen par les Français lors du référendum du 29 mai. Autant par le résultat que par la campagne, au sein de laquelle elles n'ont jamais réussi à trouver leur place, à l'inverse de l'association altermondialiste Attac pour le non.

C'est pour combler ce retard qu'une partie d'entre elles ont décidé de se réunir dans un mouvement, Sauvons l'Europe, qui associe clubs de réflexion politique, associations mais aussi un syndicat comme la CFDT. L'ambition des deux fondateurs, Joël Roman, éditeur de la revue Esprit, et Jean-Pierre Mignard, président du club Témoin, est de concurrencer Attac sur le terrain du militantisme en Europe, en utilisant les mêmes méthodes. « Nous voulons devenir un mouvement d'éducation populaire sur l'Europe », explique Jean-Pierre Mignard, qui en organise à Rennes ce week-end les premières rencontres. Parmi les participants, des socialistes - Bernard Kouchner, Elisabeth Guigou -, le Vert Daniel Cohn-Bendit, l'ancien communiste Philippe Herzog. Françoise Castro, l'ex-épouse de Laurent Fabius, figure parmi les signataires de l'appel lancé par le mouvement sur Internet (1)

1. sauvonsleurope.org

© le point 29/09/05 - N°1724 - Page 50 - 493 mots

Les oui de gauche à Rennes

Par Didier HASSOUX

lundi 12 septembre 2005 (Liberation - 06:00)

La Fête de l'Huma, à La Courneuve, pour les non. L'institution catholique Saint-Vincent de Rennes pour les oui. Pour leur «rencontre fondatrice», les partisans de gauche à la Constitution européenne se réuniront les 1er et 2 octobre sous la bannière «Sauvons l'Europe» (1). Ce mouvement naissant, qui avoue avoir «pour modèle Attac», a été initié par Joël Roman, éditeur de la revue *Esprit*, et Jean-Pierre Mignard, président du club Témoin. Il fédère tout ce que la social-démocratie française compte de clubs, réseaux et individualités favorables au traité. A Rennes, les Verts Daniel Cohn-Bendit, Aurélie Filipetti et Marie-Hélène Aubert échangeront avec les socialistes Elisabeth Guigou, Bernard Kouchner et l'ex-communiste Philippe Herzog.

Les «oui» de gauche passent à l'attaque

Un nouveau mouvement, Sauvons l'Europe, se réunit ce week-end à Rennes.

Par Didier HASSOUX

samedi 01 octobre 2005 (Liberation - 06:00)

C'est la colère des «oui» de gauche. Toute feutrée, bien polie, qui risque d'embarrasser François Hollande. Elle s'exprimera pour la première fois, ce week-end, à Rennes, aux rencontres de lancement du mouvement Sauvons l'Europe (1). Ses deux initiateurs, le directeur de la revue *Esprit*, Joël Roman, et l'avocat Jean-Pierre Mignard ambitionnent de transformer leur initiative en «Attac du oui». Lancée dans la torpeur estivale, elle a déjà fédéré plus de 1 200 signatures individuelles et rassemblé tout ce que la social-démocratie compte de think thanks et autres clubs. Plus un syndicat de poids : la CFDT.

Ces socialistes (Elisabeth Guigou, Bernard Kouchner...), Verts (Marie-Hélène Aubert, Daniel Cohn-Bendit...) et anciens communistes (Philippe Herzog...) constatent «qu'il n'y a aucune alternative crédible au projet de traité constitutionnel» et invitent «chaque citoyen européen» à «construire une société civile européenne». Evidemment, cet appel s'adresse d'abord aux Français qui ont voté «oui» le 29 mai. Et d'une certaine façon rouvre la fracture du référendum entre ouistes et nonistes. ça tombe mal pour Hollande. En effet, le premier secrétaire du PS s'efforce de «dépasser le résultat du référendum». Préoccupé par le congrès du Mans, il ne cesse de répéter, comme la semaine dernière lors des journées des parlementaires du PS, «qu'il n'y a pas de socialiste du oui, pas de socialiste du non. Il y a des socialistes». «Je suis d'accord avec François lorsqu'il souhaite que le débat ne se prolonge pas entre nous, tempère le député européen Bernard Poinant, présent à Rennes. Mais ce que dit François n'est pas tout à fait juste. Les oui ont perdu déçus. Mais les non n'ont rien changé. Au final, à cause d'eux, l'Europe fait du surplace.» La rancoeur référendaire est tenace. (1) www.sauvonsleurope.org



Politiques

Les «oui» de gauche passent à l'attaque

Un nouveau mouvement, Sauvons l'Europe, se réunit ce week-end à Rennes.

Par Didier HASSOUX
samedi 01 octobre 2005

C'est la colère des «oui» de gauche. Toute feutrée, bien polie, qui risque d'embarrasser François Hollande. Elle s'exprimera pour la première fois, ce week-end, à Rennes, aux rencontres de lancement du mouvement Sauvons l'Europe (1). Ses deux initiateurs, le directeur de la revue *Esprit*, Joël Roman, et l'avocat Jean-Pierre Mignard ambitionnent de transformer leur initiative en «*Attac du oui*». Lancée dans la torpeur estivale, elle a déjà fédéré plus de 1 200 signatures individuelles et rassemblé tout ce que la social-démocratie compte de think thanks et autres clubs. Plus un syndicat de poids : la CFDT.

Ces socialistes (Elisabeth Guigou, Bernard Kouchner...), Verts (Marie-Hélène Aubert, Daniel Cohn-Bendit...) et anciens communistes (Philippe Herzog...) constatent «*qu'il n'y a aucune alternative crédible au projet de traité constitutionnel*» et invitent «*chaque citoyen européen*» à «*construire une société civile européenne*». Evidemment, cet appel s'adresse d'abord aux Français qui ont voté «oui» le 29 mai. Et d'une certaine façon rouvre la fracture du référendum entre ouistes et nonistes. ça tombe mal pour Hollande. En effet, le premier secrétaire du PS s'efforce de «*dépasser le résultat du référendum*». Préoccupé par le congrès du Mans, il ne cesse de répéter, comme la semaine dernière lors des journées des parlementaires du PS, «*qu'il n'y a pas de socialiste du oui, pas de socialiste du non. Il y a des socialistes*». «*Je suis d'accord avec François lorsqu'il souhaite que le débat ne se prolonge pas entre nous*, tempère le député européen Bernard Poignant, présent à Rennes. *Mais ce que dit François n'est pas tout à fait juste. Les oui ont perdu déçus. Mais les non n'ont rien changé. Au final, à cause d'eux, l'Europe fait du surplace.*» La rancoeur référendaire est tenace. (1) www.sauvonsleurope.org

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=327905>

© Libération



Politiques

Jean-Pierre Mignard, cofondateur de Sauvons l'Europe: «Pas là pour lécher nos plaies»

Par Didier HASSOUX
samedi 01 octobre 2005

Président du club Témoin créé par Jacques Delors, l'avocat Jean-Pierre Mignard a cofondé le mouvement Sauvons l'Europe, réuni ce week-end à Rennes.

N'est-ce pas un peu prétentieux de vouloir «sauver l'Europe» ?

Pas du tout ! Elle a besoin d'être sauvée. Le mot n'est pas trop fort. L'Europe, c'est une dynamique aujourd'hui bloquée. Or, elle doit regarder devant elle pour avancer. Le président Barroso, un libre-échangiste notoire qui remplit ses corbeilles à papier de projets obsolètes, a d'ailleurs décidé que l'on n'avait plus besoin de nouvelles institutions ni d'Europe politique. Blair n'en demandait pas autant. J'imagine que le «non de gauche» se serait bien passé de ce renfort. Nous, nous proposons d'avancer.

A Rennes, c'est un week-end de calinothérapie entre ouistes ?

C'est un plaisir de se retrouver. On s'est battus ensemble et on a été battus ensemble : cela crée des liens. Cette rencontre n'est pas organisée pour lécher nos plaies, mais pour faire repartir l'Europe, privée hélas du «plan B» de notre cher Henri Weber (*député européen fabiusien, nldr*) ! Nous croyons qu'il faut fédérer et non dissoudre tous les groupes, associations, syndicats qui réfléchissent sur l'Europe. Notre ambition est de les rassembler dans un vaste mouvement expert et militant, implanté dans tout le pays. Une société civile européenne est à construire.

Discuter avec Fabius, Emmanuelli ou Peillon sur l'Europe vous paraît-il possible aujourd'hui ?

Il faut leur demander. Il faudrait d'abord renoncer à user des noms d'oiseaux. Ces préalables étant levés, on peut et on doit discuter. L'Europe se construira avec la majorité des Français. Et je vais vous faire une confidence à ne surtout pas révéler au sénateur Jean-Luc Mélenchon : avec des Français de droite aussi... Mais avec Joël Roman, directeur de la revue *Esprit*, nous pensons d'abord aux millions de citoyens qui ont voté oui, à qui il faut redonner espoir. Et à ceux qui ont voté non, au nom de l'Europe sociale, croyant que cela irait mieux après. Ils ont au moins une chose en commun : cela va plus mal après le 29 mai qu'avant.

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=327906>

© Libération

organise ses premières rencontres à Rennes, samedi et dimanche, à l'institut Saint-Vincent (57, rue de Paris). Selon Bernard Poignant, le député et leader du groupe socialiste français au Parlement européen, l'appel « Sauvons l'Europe » a d'ores et déjà « réuni plus de 1.000 signatures dont celle de la CFDT ».

Samedi et dimanche, quatre tables rondes seront organisées sur les thèmes « L'Europe : espace démocratique et terre d'accueil », « Construire un avenir économique pour l'Europe », « L'Europe face aux défis de la planète » et « Sauvons l'Europe : comment ? »

Contact : www.sauvonsleurope.org

30-09-05

PREMIÈRES RENCONTRES « SAUVONS L'EUROPE » CE WEEK-END. Le mouvement « Sauvons l'Europe », un collectif qui rassemble toutes les composantes du « oui » de gauche,

Le Télégramme

Des clubs s'inspirent d'Attac pour lancer des comités Europe

A GAUCHE, certains militants du oui, très engagés dans la bataille du référendum, ne se résignent pas et lancent, samedi 1^{er} et dimanche 2 octobre, à Rennes, le mouvement « Sauvons l'Europe ». Cette initiative est portée par plusieurs clubs : Témoin, de l'avocat Jean-Pierre Mignard ; Confrontations-Europe, de l'ancien élu communiste fondateur Philippe Herzog ; Réunir, du socialiste Bernard Kouchner ; et Convictions, de l'ancien commissaire au Plan Jean-Baptiste de Foucauld ; auxquels s'est associé Joël Roman, éditeur de la revue *Esprit*.

Ensemble, ils dressent le constat que « chaque jour, l'Europe se défait un peu plus : les opinions publiques manifestent scepticisme ou angoisse, (...) les outils forgés hier pour construire l'Europe sont touchés, (...) les dirigeants européens n'offrent ni alternative ni dynamique nouvelle ». Parmi les signataires qui les ont rejoints figurent des Verts - Marie-Hélène Aubert, Denis Baupin, Daniel Cohn-Bendit -, des socialistes - le président de la région Bretagne Jean-

Yves Le Drian, Elisabeth Guigou, mais aussi Dominique Strauss-Kahn par le biais de son club A gauche, en Europe -, la CFDT ou des personnalités comme Jorge Semprun.

Pour M. Mignard, si le non s'est imposé en France, c'est parce que le oui « est resté confiné dans des clubs, nous avons trop négligé le militantisme traditionnel ». Tirant les leçons du 29 mai, l'avocat, proche de François Hollande, souhaite que « l'Europe ait son mouvement comme la mondialisation a eu Attac ».

Le rassemblement de Rennes, très « deuxième gauche », veut déboucher sur la création de comités locaux et y inviter une partie des adversaires d'hier, ceux qui ont dit non parce qu'« ils voulaient plus d'Europe ». « La quasi-totalité des socialistes et des Verts ont vocation à y être, assure M. Mignard, mais nous n'avons aucune raison de ne pas discuter avec une partie de la droite, celle de Jean-Louis Bourlanges [le député européen centriste]. »

Le Monde - 10/10/05 I. M.

30 09 05

RENNES. LA GAUCHE DU « OUI » VEUT SAUVER L'EUROPE. Le mouvement « Sauvons l'Europe », créé par des partisans du « oui » au référendum du 29 mai, a appelé, ce week-end à Rennes (35), à relancer la construction européenne, menacée par « l'atonie » des gouvernements après la victoire du « non » en France et aux Pays-Bas. Plusieurs responsables socialistes, Verts ou indépendants, dont le député européen, Daniel Cohn-Bendit, l'ancienne ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, ou l'euro-député espagnol, Enrique Baron Crespo, ont insisté sur « l'urgence » de la situation.

Le Télégramme

La "gauche du oui" lance un appel à la mobilisation pour "sauver l'Europe"
AFP 02.10.2005 - 16:06



Le mouvement "Sauvons l'Europe", créé par des partisans du "oui" au référendum du 29 mai, a appelé ce week-end à Rennes à relancer "d'urgence" la construction européenne, menacée par "l'atonie" des gouvernements après la victoire du "non" en France et aux Pays-Bas.

Au cours des "rencontres fondatrices" du mouvement, plusieurs responsables socialistes, Verts ou indépendants, dont le député européen Daniel Cohn-Bendit, l'ancienne ministre de la Justice Elisabeth Guigou ou l'euro-député espagnol Enrique Baron Crespo, ont insisté sur "l'urgence" de la situation.

"L'Europe traverse une crise sans précédent. Et, pour la première fois, on ne voit pas de réaction des Institutions, des gouvernements ou de la Commission. C'est l'atonie", a ainsi regretté Elisabeth Guigou, au cours des débats qui ont réuni plus de 300 participants.

"Il faut d'urgence inventer un nouveau projet européen pour éviter que l'Union ne se dissolve dans une grande zone de libre échange", a ajouté Jean-Pierre Mignard, président du club Témoin et l'un des initiateurs de "Sauvons l'Europe" avec le directeur de la revue Esprit, Joël Roman.

L'appel lancé par le mouvement a été signé par 1.300 personnes et 17 organisations, dont la CFTD et plusieurs clubs de réflexion ancrés à gauche, a précisé M. Mignard.

"Sauvons l'Europe", marqué par l'impact du mouvement anti-mondialisation Attac, entend se constituer sur la base de comités locaux, fédérés grâce à l'internet (www.sauvonsleurope.org). Ce mouvement "souple, sans tribune", prévoit d'intervenir dès que l'Europe sera débattue et auprès des élus, notamment au stade de l'élaboration des directives européennes.

"Nous voulons politiser la construction européenne afin de la rendre intelligible", a résumé Jean-Pierre Mignard.

Il s'agit, selon Daniel Cohn-Bendit, de tordre le cou au slogan "Union européenne = Europe libérale", qui a fait gagner le "non". Il faut convaincre les Français que "le modèle démocratique européen est le seul capable d'harmoniser la mondialisation", selon lui.

« Sauvons l'Europe » lancé à Rennes

La gauche se dote d'un collectif pour expliquer, débattre et convaincre.



Environ 200 partisans d'une relance de l'Europe, réunis hier à Rennes.

Depuis la victoire du « non » au référendum sur la constitution européenne, les Français de gauche qui ont voté « oui » ne savaient plus vers qui se tourner. « Quand j'ai reçu le mail m'annonçant la création d'un comité « Sauvons l'Europe », témoigne cette militante du PS, j'ai respiré. » Comme elle, ils étaient environ 200 hier à Rennes, à avoir répondu à la première rencontre du collectif lancé, en juin dernier, par Jean-Pierre Mignard, président du Club Témoin et Joël Roman, éditeur de la revue *Esprit* (1). Socialistes, Verts, syndicalistes, étudiants, chrétiens de gauche, hommes politiques, hauts fonctionnaires ou simples militants, ils avaient tous l'air

content de se retrouver ou de se découvrir pour démarrer ensemble une nouvelle aventure.

« Avant de chercher à convaincre les partisans du non qu'ils se sont tiré une balle dans le pied, explique Jean-Pierre Mignard, il faut d'abord régler les problèmes dans la famille de gauche. » D'où l'idée d'utiliser les mêmes armes que celles qui ont si bien réussi aux altermondialistes : la mobilisation, via Internet, de tous les réseaux militants du oui, et la création de comités locaux « pour que nos idées descendent au plus près des citoyens et puissent y être débattues ».

En quelques semaines, l'appel pour « Sauver l'Europe » a récolté

1 300 signataires et attiré sous sa bannière 16 organisations, syndicats (la CFDT), fondations, clubs, groupes de réflexion. Il s'agit là, selon Jean-Pierre Mignard, « du premier signal de reconquête de celles et ceux qui veulent sauver l'Europe ». Ces Européens convaincus veulent « reprendre l'initiative, expliquer, convaincre, pour relancer le débat démocratique en dehors des bannières de parti ».

Philippe GAILLARD.

(1) Les rencontres se terminent aujourd'hui au lycée Saint-Vincent à Rennes.

- www.sauvonsleurope.org

« Sauvons l'Europe » a été mis sur les rails à Rennes Le « oui » de gauche cogite pour l'Europe

31/05/05

Face au risque de « détricotage » de l'Europe, les partisans du oui de gauche à l'Europe, réunis à Rennes, veulent un nouveau texte fondateur.

RENNES. — Les eurodéputés Elisabeth Guigou, Daniel Cohn-Bendit, Bernard Poignant et Enrique Baro-Crespo ont clos, dimanche matin, le congrès fondateur du collectif « Sauvons l'Europe » qui avait choisi l'institut Saint-Vincent, à Rennes, pour appeler à un sursaut de la construction européenne. Quatre mois après le succès du « non » au référendum français, l'amertume perce encore parmi les 300 militants du « oui » de gauche rassemblés à Rennes.

En majorité issus d'une « deuxième gauche », que Philippe Herzog assume par rapport à « une première gauche étatique qui a failli », ils ont en commun de souhaiter un nouveau texte fondateur. « La Constitution reviendra », assure Bernard Poignant, qui souligne les résultats cumulés des quatre référendums organisés en Europe, globalement en faveur du « oui » : « Les citoyens espagnols valent autant que les citoyens français. » Daniel Cohn-Bendit fait cependant remarquer que « revenir devant les Européens avec le même texte ne serait pas très intelligent. Il faut un texte fondamental d'une trentaine de pages qui définisse les valeurs de l'Europe. Cela passerait par un référendum européen avec une

double majorité requise, celle des électeurs et des pays. Les pays qui seraient contre auraient alors le choix de rester ou de partir. »

Déplorant l'atonie des gouvernements et l'absence de réaction de la Commission européenne, Elisabeth Guigou parle de crise sans précédent touchant au sens du projet européen : « Au mieux, on évitera le détricotage. Il faut accepter une période de veille, continuer la ratification, même si on ne proposera pas le même texte », estime la députée. « Le rendez-vous pour le socle constitutionnel, c'est dans dix ans car il faudra une concomitance avec l'entrée de la Turquie et des Balkans. »

Comment construire un nouveau projet européen ? Daniel Cohn-Bendit ne voit pas d'autre espace politique qui puisse « donner forme à la mondialisation comme l'Étatisation a donné forme au marché ». Exemple en Chine : « La mainmise totalitaire sur la main-d'œuvre constitue un avantage compétitif. Ce serait aux Chinois de fixer leur minimum social, mais ils ne le peuvent pas. Comment faire la mondialisation avec un tel déficit démocratique ? Cette revendication ne peut être mise en avant que par l'Europe et son modèle social. »

Even VALLERIE.

■ www.sauvonsleurope.org



Bernard Poignant (eurodéputé PS), Daniel Cohn-Bendit (eurodéputé Vert) et Philippe Herzog (président de Confrontations Europe) à la tribune du congrès fondateur de « Sauvons l'Europe »



Politiques

Une «période de veille» pour les ouistes de gauche

Malgré la crise post-référendum, Sauvons l'Europe entretient la flamme.

Par Pierre-Henri ALLAIN
lundi 03 octobre 2005

Rennes correspondance

L'heure est grave. C'est en tout cas ce que laisse entendre le programme Sauvons l'Europe que se sont fixé diverses personnalités de gauche, réunies au sein du collectif du même nom et réuni pour la première fois ce week-end à Rennes, pour son université d'été. Pour Elisabeth Guigou, députée PS de Seine-Saint-Denis, l'expression n'a rien d'excessif car l'Europe se trouve «dans une crise sans précédent». Principal symptôme de cet état critique ? L'absence de réactions des institutions de l'Union après la victoire en France et aux Pays-Bas du non au référendum sur le projet de traité constitutionnel.

Ambition. L'ancienne ministre du gouvernement Jospin dénonce aussi bien «l'atonie des gouvernements» que «le monopole de la non-initiative» détenu par la Commission européenne. Elisabeth Guigou se montre toutefois résignée : il ne se passera pas grand-chose avant les élections européennes de 2009. «Il faut accepter qu'entre-temps ce soit une période de veille», a-t-elle déclaré dans un joli décor rappelant un peu la Toscane. Avec pour principale ambition : «Eviter le détricotage» des politiques communes.

Lors de ces rencontres, alors même que le président de la Commission, José Manuel Durao Barroso se propose d'enterrer la Constitution, chacun y est allé de son avis quant à son devenir. La poursuite de la ratification ? Beaucoup y sont favorables, mais pas pour aboutir au même document. S'il faut revoter ce sera sur «un texte fondamental de trente pages qui définit les valeurs, les institutions et les fonctionnements institutionnels de l'Europe», a martelé le Vert Daniel Cohn-Bendit, soulevant une salve d'applaudissements.

Autre ambition qui semble faire l'unanimité et a d'ailleurs été reprise avec insistance dans son discours de clôture par l'un des initiateurs du collectif, le directeur de la revue *Esprit*, Joël Roman : éviter une «Europe forteresse», sans pour autant faire l'impasse sur les problèmes de sécurité. Tout en reconnaissant la nécessité de fixer des frontières, Elisabeth Guigou a ainsi appelé de ses vœux l'émergence d'une «communauté euro-africaine avec plus de générosité et de véritables partenariats». «Il faut oeuvrer pour nous-mêmes, a-t-elle ajouté, et pour l'ensemble des continents euro-africains.»

«Espérance». De son côté, Daniel Cohn-Bendit, coprésident du groupe Vert à Strasbourg, a estimé que «l'argumentation culturelle» des opposants à l'adhésion de la Turquie était une «argumentation raciste». Alors que les négociations sur l'adhésion d'Ankara débutent aujourd'hui (lire page 8), la Turquie peut aider à développer «un autre rapport avec le monde musulman», a souligné Cohn-Bendit.

Dernier intervenant du week-end auquel ont assisté 200 personnes, l'ex-communiste Philippe Herzog se sera montré le plus patient, ne voyant pas l'avènement «d'une vraie politique européenne avec un vrai socle constitutionnel» avant dix ans. Ce qui n'empêche pas de réfléchir, d'informer et de «travailler à l'espérance européenne». Afin sans doute de lui garder au moins la tête hors de l'eau.

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=328173>

© Libération